



Communiqué de presse

Assemblée plénière du 13 octobre 2025

Transition énergétique, ouverture à la concurrence et finances régionales : la nécessité d'une action responsable et transparente

Une fois encore, à l'occasion de l'assemblée plénière du 13 octobre dernier, notre groupe a martelé l'urgence pour la Région de repenser sa stratégie budgétaire et politique : investir dans la transition écologique et sociale, renforcer la transparence, conditionner les aides et redonner à l'action publique régionale la capacité d'anticiper et d'agir. Face aux crises actuelles, il ne s'agit plus de suivre un exercice comptable, mais de construire une véritable vision d'avenir pour la Normandie.

Pause écologique, attaque sociale : quand Hervé Morin renonce à l'avenir

A l'occasion de son discours de politique Générale, **Rudy l'Orphelin** co-président du groupe Normandie Écologie est revenu sur le chaos politique et institutionnel que nous vivons et qui laisse sans voix. Il a rappelé que nos concitoyennes et nos concitoyens aspirent à davantage de justice : sociale, fiscale ou environnementale.

L'élu du Calvados a souligné que l'Exécutif ne peut se contenter de suivre les logiques d'austérité et de dérégulation qui paralysent la France.

Il est revenu sur les déclarations d'Hervé Morin qui a appelé à une "pause" dans la transition écologique, au prétexte qu'elle coûterait trop cher. « [Comment ne pas voir la flagrante contradiction consistant, d'une part, à se prétendre à la pointe du combat climatique et, d'autre part, à s'opposer de manière aussi systématique aux énergies renouvelables, pourtant indispensables à la transition ?](#) » a interrogé Monsieur l'Orphelin. Puis, il a souligné que notre région reste en retard dans le développement des énergies renouvelables, que ce soit pour le photovoltaïque ou l'éolien terrestre, malgré un potentiel pourtant remarquable.

L'élu a également mis en lumière les violentes attaques du président Morin qui a appelé à la fin de la fonction publique territoriale alors même que nos agentes et agents incarnent la continuité du service public et la compétence territoriale. « Les fragiliser, c'est affaiblir la puissance publique elle-même », a-t-il rappelé.

Enfin, Monsieur L'Orphelin a mis en exergue les difficultés que connaît le monde associatif. À l'heure des orientations budgétaires, il a demandé que les associations ne soient pas, une fois encore, la variable d'ajustement de l'austérité annoncée. La Région doit garantir stabilité, visibilité et confiance à celles et ceux qui font vivre l'intérêt général.

Train en Normandie : entre dérégulation et promesses non tenues

Laetitia Sanchez est revenue sur l'ouverture à la concurrence des services ferroviaires normands, en dénonçant une politique d'illusion et d'improvisation. Elle a rappelé que, malgré l'urgence climatique et la nécessité de désengorger les villes, la fréquentation du train en Normandie reste l'une des plus faibles de France.

Elle a rappelé également que « [notre président de Région nous avait promis un grand Plan Marshall du rail, mais il a échoué à le mettre en place en deux mandats, préférant fermer les guichets et les points d'arrêt, renoncer aux réouvertures de lignes et augmenter les tarifs du train](#) ». Au lieu de renforcer le service public, la Région a choisi la dérégulation, au risque d'accroître la complexité administrative, de faire exploser les coûts et de fragmenter le réseau ferroviaire. Les expériences des Hauts-de-France et de PACA le prouvent : la mise en concurrence ne garantit ni efficacité, ni qualité de service, ni cohérence territoriale. Le train, a-t-elle rappelé, ne peut pas être géré au nom de la rentabilité, mais au nom de l'intérêt général et du droit fondamental à la mobilité.

Liaisons interrégionales : une coopération à renforcer

Marianne Rozet est intervenue sur la création de la Société Publique Locale « Grand Ouest Ferroviaire », saluant l'effort de coopération entre régions qu'elle incarne. Elle a toutefois regretté que cette dynamique ne s'étende pas à l'ensemble des liaisons interrégionales. « [Le temps de trajets entre Caen et Rennes est au minimum une heure plus long en train qu'en voiture. Comment voulez-vous encourager le report modal et développer les transports ferroviaires de cette manière ?](#) » a interrogé l'élue.

Enfin, fidèle à la position du groupe Normandie Écologie, elle a rappelé son opposition à l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires régionaux, jugeant cette orientation contraire à une vision de service public cohérente et durable.

Rapport de développement durable de la Région : du verdissement de façade à la nécessité d'un véritable cap écologique

Guillaume Hédouin a, lui aussi, dénoncé le décalage entre les ambitions affichées et la réalité des choix politiques. En parcourant le rapport d'activité et de développement durable de la Région 2024, il a relevé le ton d'autosatisfaction et l'absence de remise en cause d'un modèle qui nous conduit droit dans le mur. Derrière les chiffres flatteurs, les investissements continuent de privilégier les grands projets industriels et centralisés, au

premier rang desquels le nucléaire, présenté comme un horizon indiscutable. Former pour l'EPR2 ou financer une nouvelle aérogare à Deauville ne relèvent pas d'une politique de transition, mais d'un verdissement de façade. Guillaume Hédouin a souligné que la Région, en multipliant les vitrines technologiques que ce soit l'hydrogène, la méthanisation ou l'intelligence artificielle oublie l'essentiel : la sobriété, la gouvernance locale et la conditionnalité des aides.

Le rapport ne devrait pas être un catalogue d'autopromotion, mais un outil de transformation, capable d'aligner les investissements régionaux sur les objectifs climatiques, de soutenir les territoires ruraux et de planifier de véritables transitions. Car, a-t-il conclu, [« on ne fera pas la transition avec des vitrines, mais avec des choix politiques clairs et assumés »](#).

Bilan carbone de la Région : sans pilotage, la transition reste un mirage

Guillaume Hédouin a également pris la parole, cette fois au sujet du bilan carbone de la Région, dont les émissions ont augmenté de 7 % en trois ans. Il a mis en avant qu'il s'agissait là d'un signal d'alarme et a appelé à ce que ce bilan ne reste pas un simple constat : il doit devenir un outil de pilotage pour conditionner les aides, transformer les marchés publics, réduire l'empreinte carbone des lycées et des transports, et engager les partenaires économiques et institutionnels dans une véritable trajectoire de réduction. Sans décisions concrètes, les budgets régionaux continueront de financer ce que l'on prétend combattre. L'élue de la Manche a ainsi regretté que [« Ce bilan ne sert pas encore à arbitrer. Il ne sert pas à dire « non » ou « autrement ». On le regarde comme une photo, mais on ne s'en sert pas comme boussole »](#).

Orientations budgétaires 2026 : une vision comptable qui masque le désengagement de l'action publique

Dans son intervention sur les orientations budgétaires 2026, **Bastien Recher** a dressé un constat implacable : la Normandie avance sans cap, prisonnière d'une gestion à courte vue et d'une idéologie libérale qui tourne le dos aux urgences de notre temps. Alors que les défis s'accumulent : crise sociale, dérèglement climatique, transition énergétique, déséquilibre des finances publiques ; le document présenté se contente d'un exercice comptable sans souffle, sans vision, sans horizon. [« Vos orientations budgétaires traduisent à nouveau une incapacité à penser notre collectivité face à la crise et à la transition des territoires »](#) a ainsi déploré l'élue du Calvados.

Le conseiller régional a dénoncé une Région à l'image de la droite nationale, devenue conservatrice et résignée, plus soucieuse de préserver l'ordre établi que d'accompagner les transformations nécessaires. Derrière les discours sur la maîtrise budgétaire, il souligne que l'on voit se profiler une autre réalité : celle d'un désengagement progressif de l'action publique, qui affaiblit la collectivité et accentue les fractures sociales et territoriales.

Sur le fond, il a mis en lumière quatre fautes majeures. La première, celle d'un sous-investissement chronique, dissimulé derrière la vitrine des achats de rames ferroviaires : un pic artificiel qui masque le recul des politiques structurantes pour la transition et les territoires. La deuxième, celle d'une opacité croissante dans la gestion des crédits pluriannuels, où les autorisations s'empilent sans cohérence ni trajectoire, révélant une construction budgétaire sans boussole. La troisième, celle d'un renoncement face à la crise sociale, symbolisé par une épargne brute en hausse, fierté de l'exécutif, qui devient en réalité le signe d'une inaction coupable alors que les familles normandes peinent à boucler leurs fins de mois. Enfin, la quatrième faute : l'ouverture à la concurrence des lignes ferroviaires, engagée sans transparence, sans modélisation fiable, et qui pourrait devenir une véritable bombe à retardement pour les finances régionales.

Bastien Recher a dénoncé une gestion idéologique, refusant d'activer les leviers disponibles tel le versement transport, que d'autres Régions, y compris de droite, ont su mobiliser pour financer les infrastructures et rendre le train plus accessible.

Face à cet enlisement, il a esquissé une autre voie : celle d'une Région qui retrouverait sa liberté et son ambition. D'abord, en s'opposant à la politique d'austérité nationale, pour défendre la capacité d'investissement des collectivités. Ensuite, en répondant à la crise économique par un véritable plan de relance et par un contrôle rigoureux des aides aux entreprises. Enfin, en rétablissant la transparence et la sincérité budgétaire, afin que chaque élu puisse mesurer l'état réel des finances régionales et les conséquences des choix opérés.

Son intervention s'est conclue comme un appel à la lucidité et à la responsabilité : ne pas se réfugier derrière les chiffres, mais redonner à la Région le sens d'un projet collectif, à la hauteur des défis humains, sociaux et écologiques qui s'imposent désormais à elle.

Décision modificative budgétaire : l'Exécutif navigue à vue, nous exigeons de la transparence

Lors de son intervention sur la première décision modificative budgétaire de l'année, Bastien Recher a dénoncé une gestion régionale marquée par l'impréparation et le manque de transparence. Il a souligné les fortes variations entre le budget primitif et cette DMB (un emprunt d'équilibre réduit d'un tiers et une épargne brute en hausse de 20 %), preuve d'une navigation à vue et d'une incapacité à anticiper les dépenses d'avenir.

Il a également pointé l'absence d'explications sur plusieurs annulations de crédits, notamment 10 millions pour les lycées et 7 millions pour les infrastructures ferroviaires, qui affaiblissent les investissements structurants dont la Normandie a besoin.

Mais c'est surtout l'ouverture à la concurrence des lignes ferroviaires normandes qui concentre les inquiétudes. L'élu a dénoncé une bombe à retardement budgétaire, citant une hausse spectaculaire de 372 millions d'euros pour la future concession de l'Étoile de Caen, décidée sans évaluation sérieuse ni justification claire.

Région l'incurie de l'Exécutif, Bastien Recher a réclamé une transparence totale sur les conséquences financières de cette ouverture à la concurrence, la saisine du préfet de région, et la création d'une mission d'information et d'évaluation. Il a conclu en interpellant la majorité [« à défaut de réajuster le tir sur les dépenses d'avenir, soyez au moins transparent sur vos décisions budgétaires »](#)

Aides d'État 2024 : trop peu conditionnées, trop peu évaluées, nous réclamons un pilotage sérieux

Véronique Bérégovoy est revenue sur le bilan des aides d'État mandatées en 2024, pointant les limites d'un dispositif encore trop peu transparent et faiblement évalué. Elle a souligné le faible taux de réponse des collectivités à l'enquête menée, regrettant qu'un tel exercice ne soit pas rendu obligatoire compte tenu des montants publics engagés. Si le volume global des aides a diminué, la Région a pour sa part accru son soutien aux entreprises, sans que cela profite réellement à l'économie sociale et solidaire, qui ne recueille que 4 millions d'euros sur un total de 115. Pour l'élue écologiste, cette répartition illustre un manque de cohérence et d'ambition dans l'orientation des politiques économiques. Les effets sur l'emploi demeurent modestes au regard des sommes allouées, et l'absence de conditionnalité environnementale ou sociale empêche toute réelle évaluation de leur impact. Aussi [« comment connaître précisément l'impact des aides publiques si elles ne sont ni conditionnées ni évaluées ? »](#) a-t-elle interrogé.

Elle a rappelé l'urgence d'aligner les aides publiques sur les objectifs de décarbonation et de transition écologique, déplorant le soutien persistant à des projets contraires à ces engagements. Citant les conclusions de la commission d'enquête du Sénat, elle a appelé à une plus grande transparence, à la rationalisation des dispositifs et à une exigence accrue de résultats.

Rudy L'Orphelin et Laetitia Sanchez

Co-Président.e.s du groupe Normandie Écologie